

Lettre ouverte conjointe – Chambre de commerce de Chibougamau et Fédération des chambres de commerce du Québec

Le Québec et l'uranium

Saviez-vous que les choses vont très bien à Chibougamau?

Depuis quelque temps, et plus particulièrement depuis les derniers jours, la rengaine d'un moratoire complet sur tout projet relatif à l'uranium semble être reprise de plus en plus facilement au Québec.

En évoquant des scénarios catastrophes, il va de soi que la population risque de croire aveuglément que ceux qui parlent le plus fort ont raison. Pourtant, en tant que source d'énergie disponible, économique, sûre et sans émissions de GES, l'exploitation de l'uranium s'avère une alternative intéressante à plusieurs égards.

En effet, l'énergie issue de la fission de l'uranium produit le sixième de toute l'électricité utilisée au monde. Vingt kilos d'uranium produiront autant d'énergie que 400 000 kg de charbon, ce qui signifie nettement moins de déchets et de pollution.

De plus, on part de ce métal pour synthétiser divers éléments et isotopes, sans compter qu'on utilise les produits de la désintégration de l'uranium en médecine pour diagnostiquer et soigner certaines maladies.

Ainsi, il apparaît essentiel de rééquilibrer le débat sur l'exploitation du potentiel uranifère au Québec avec un cas qui n'a certainement pas fait assez parler de lui.

Le projet uranifère Matoush

Situées à 335 km au nord de Chibougamau, les installations de la minière Strateco ont été bien acceptées socialement par les citoyens et les gens d'affaires de Chibougamau et ses environs.

En effet, à l'annonce des travaux d'explorations qui ont toujours cours, la Conférence régionale des élus de la Baie James (CREBJ) a voulu obtenir des informations impartiales et complètes avant de fonder son opinion sur la question.

Ainsi, un représentant de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN), un physicien, un médecin et d'autres experts ont été convoqués par la CREBJ lors de plusieurs rencontres d'information publiques, afin d'expliquer de manière approfondie les risques liés à l'uranium. Des gens d'une communauté de la Saskatchewan se sont même rendus sur place pour raconter comment ils vivaient avec une mine d'uranium à proximité de leur communauté. Aucune question provenant de l'assistance n'est demeurée sans réponse.

Suite aux explications données, aucune inquiétude mal fondée n'a subsisté, et au contraire, les participants ont été étonnés d'apprendre à quel point une visite en radiologie représente une dose de radiations plus forte que celle qu'un travailleur de Gentilly ne peut connaître en 20 ans de service.

Bref, le projet est encore au stade d'exploration, mais il représente un beau potentiel pour l'économie de Chibougamau et ses 9000 habitants, dont plusieurs y contribuent déjà de manière directe ou indirecte.

Mettons fin à la paranoïa

Donc, le cas de Sept-Îles ne devrait pas faire figure d'exemple et ne devrait surtout pas symboliser tout le secteur de l'uranium au Québec.

Qu'en est-il de la réalité donc? Commençons peut-être par le fait que le Canada est le plus grand et le plus sécuritaire producteur d'uranium au monde. Le Canada exploite des sites d'uranium depuis 50 ans.

Cela, car chacun des projets fait l'objet d'un examen public du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale et de la Commission canadienne de sûreté nucléaire.

La population doit certainement s'intéresser aux projets d'exploitation d'uranium, et ce, de manière éclairée, car sans tous les éléments d'informations nécessaires, il est beaucoup plus simple de se laisser apeurer.

Alors que les travaux de la Commission parlementaire sur la refonte de la Loi sur les mines reprennent, orientons le débat sur une plus grande concertation entre les acteurs du développement de ce potentiel pour notre économie et la population, plutôt que de suggérer que l'on se prive totalement de l'exploitation de cette richesse.

L'économie du Québec doit exploiter de manière sécuritaire une ressource de son sous-sol qui lui permettra de consolider sa position de producteur énergétique et de leader en réduction d'émissions de GES.

François Béchamp, président de la Chambre de commerce de Chibougamau

Caroline St-Jacques, vice-présidente aux Affaires publiques de la Fédération des chambres de commerce du Québec